

Briefing

Kosovo

Le Kosovo est une région multiethnique dont la population se compose à 86 % d'Albanais, à 5 % de Serbes, ainsi que, dans une moindre mesure, de minorités bosniaques et turques. Depuis février 2021, le Premier ministre Albin Kurti met en œuvre une politique dont les objectifs assumés sont l'affirmation d'un Kosovo indépendant et mono-ethnique. Cette répartition de la population sur le territoire est à l'origine de la déclaration d'indépendance de 2008, qui continue de diviser la communauté internationale. Au sein de l'Union européenne, cinq États ne reconnaissent toujours pas cette indépendance. Dans ce contexte, les propositions formulées par l'Union européenne pour apaiser les tensions ne semblent pouvoir faire consensus qu'à condition d'être formulées sans ambiguïté.

Contexte

Le 17 février 2008, le Parlement du Kosovo proclame l'indépendance. Créé en 1945 en tant que région attachée à la Serbie, il accède progressivement à l'autonomie législative et constitutionnelle entre 1963 et 1974 tout en restant une province serbe. La déclaration du 17 février 2008 s'analyse donc comme une sécession, qui ne dispose d'aucune base en droit international coutumier. Le droit à l'autodétermination reconnu par le droit international est restreint aux peuples soumis à « une subjugation, à une domination ou à une exploitation étrangère » ou au « peuple soumis à un régime raciste ». Admettre l'indépendance du Kosovo, qui ne répond objectivement à aucune de ces catégories, revient à admettre un droit à l'autodétermination des minorités. Cette position, incompatible avec l'affirmation de l'intégrité territoriale de la Serbie, ouvre une voie que le Conseil de sécurité de l'ONU avait volontairement restreinte afin d'éviter des conséquences en chaîne. C'est à la lumière de ces éléments que l'Union européenne et ses membres devraient considérer l'ouverture au Kosovo des institutions internationales réservées par principe aux États. En particulier, les mécanismes mis à disposition du Kosovo expressément pour faciliter son intégration à l'Union européenne ainsi que la demande d'adhésion au Conseil de l'Europe, dont tous les États membres sont parties.

Le second point de blocage dans les relations entre Belgrade et Pristina concerne le sort des Serbes du Kosovo. Cette minorité ethnique ne fait pas l'objet de la protection exigée par la communauté internationale. La politique du Kosovo contribue davantage à leur isolement, comme en témoigne l'obligation imposée aux Serbes de circuler avec des plaques immatriculées « République du Kosovo » ou encore le fait de déclarer comme illégaux les passeports des Serbes du Kosovo. Dans ces deux cas, la médiation de l'Union européenne a été rendue nécessaire. En parallèle, l'impossibilité d'instituer une association à majorité serbe dans le Nord est préjudiciable pour ces derniers. Le gouvernement du Kosovo refuse que des services tels que l'éducation ou la santé soient fournis par la Serbie à la communauté serbe.

Position de l'Union européenne

Les tensions renouvelées entre la Serbie et le Kosovo ont largement démontré la nécessité d'une médiation. L'Union européenne a jusqu'alors assuré ce rôle. La mission civile EULEX, déployée au Kosovo depuis 2008, a notamment pour mission de faciliter le dialogue entre Belgrade et Pristina et de veiller au respect de l'Etat de droit. Ensuite, l'accord de Bruxelles a activement recherché des solutions en proposant la constitution de municipalités à majorité serbe dans le Nord

du Kosovo. L'activisme diplomatique américain menace l'influence de l'Union européenne dans la région. Si les propositions américaines, notamment l'échange de territoires, n'ont pas été acceptées, elles ont pour avantage de rechercher une résolution par des concessions réciproques. L'Union européenne doit reprendre la main et être force de propositions acceptables pour les deux parties. Proposer à la Serbie d'entériner *de facto* l'indépendance du Kosovo, comme le propose l'accord Ohrid, ne semble pas être la clé d'une paix durable.

Elisa GUEYE

Fédération des Jeunes Serbes d'Europe